

LA GUERRE MÉTROPOLE-RÉGIÓN AURA-T-ELLE LIEU ?

Le lundi 21 octobre au soir avait lieu à Chalamont dans l'Ain la restitution d'une étude d'opportunité pour la création d'un parc naturel régional de la Dombes, restitution notamment effectuée en présence de plusieurs élus dont le sénateur et président du conseil général de l'Ain Rachel MAZUIR et le président du conseil régional Rhône-Alpes Jean-Jack QUEYRANNE. Le premier a très vite enfourché l'un de ses chevaux de bataille favoris, celui du combat contre le « grand méchant Lyon » pour reprendre des termes utilisés lors de la polémique des années 1995-1996 sur l'élargissement de la communauté urbaine du côté de la Côtière et de la Plaine de l'Ain. Pour Rachel MAZUIR « *il y a urgence face à la pression foncière lyonnaise !* ». Dans son compte rendu de cette réunion le quotidien *Le Progrès* notait d'ailleurs que cette restitution « *a tourné au véritable plaidoyer pour un dispositif présenté comme seul à même de sauver la Dombes et son patrimoine de l'appétit de la Métropole* ».

Le mercredi 13 novembre, le conseil régional organisait une journée de réflexion sur le thème « *Faut-il encore aménager le territoire ?* » devant un public pour l'essentiel composé des animateurs et membres des conseils de développement local liés aux CDDRA (Contrats de Développement Durable Rhône-Alpes). Une journée durant laquelle la question des métropoles (et tout particulièrement celle à venir de Lyon) confrontée à celle des territoires oubliés de la métropolisation étaient au cœur des débats. Nous leur consacrons une large part dans ce numéro de même que nous avons largement quoique indirectement traité de cette problématique « métropole-région » dans le numéro 15 de notre revue *Rhône-Alpes-Méditerranée* consacré aux « Systèmes urbains en Rhône-Alpes » (voir présentation page 9).

Ces échanges qui tendent à opposer métropoles et régions traversent aussi le monde économique et consulaire, avec d'autres spécificités et dans un autre cadre institutionnel il est vrai. Les récentes déclarations de Philippe GRILLOT et la polémique qui s'en est suivie démontrent que le sujet est aussi sensible qu'il est souvent mal posé. Le président désormais sortant de la CCI de Lyon a objectivement contribué à trop personnaliser et schématiser les débats sur le monde consulaire aujourd'hui régionalisé par la loi et sur les relations à venir entre la Métropole de Lyon et le conseil régional, oubliant au passage d'autres collectivités territoriales comme les Départements. Oui cette innovation majeure peut légitimement susciter quelques inquiétudes. Il ne faut pas occulter ce débat mais à condition de ne pas tout mélanger et encore une fois de ne pas oublier d'intégrer dans les réflexions d'autres collectivités et institutions locales.

Une métropole forte n'a de sens que dans une région forte mais une région n'est forte que si elle compte une métropole forte. Affaiblir l'un, c'est affaiblir l'autre. De plus Rhône-Alpes compte deux métropoles de dimensions et de profils différents (sans parler de la métropole lémanique qui échappe cependant à l'organisation politique rhônalpine). Bref, ne transformons pas un bel avantage en source inépuisable de conflits. Plus que jamais les rivalités ou concurrences ont vocation à être dépassées.

Daniel NAVROT

■ Quand la Région Rhône-Alpes se pose - ironiquement - la question du bien-fondé de l'aménagement du territoire. Entretiens avec le politiste Alain FAURE et avec le géographe Christophe GUILLUY.
..... pp. 2-4

■ Mars 2014 : retour sur une vague bleue en Rhône-Alpes ?
..... page 5

■ Bernard REY prend un aller politique sans retour pour l'Ain
..... page 5

■ Septembre 2014 : les préparatifs des sénatoriales dans l'Ain
..... page 5

■ Saint-Etienne dans le collimateur de l'UMP et de l'UDI.
..... pp. 5-6

■ Septembre 2014 : les préparatifs des sénatoriales dans la Drôme.
..... page 6

■ UMP : objectif Valence. Une ville qui vaut bien les retrouvailles de deux anciens frères ennemis.
..... pp. 5-6

■ Pierrelatte à l'aube d'une nouvelle ère MOUTON ?
..... page 7

■ Vers un tournant dans l'histoire municipale romanaise ?
..... page 7

EDITIONS I.R.E.S.	
2 PLACE DE LA BOURSE	
69002 LYON	
TÉLÉPHONE :	04 78 37 25 99
TÉLÉCOPIE :	04 78 37 57 92
E.MAIL :	i.r.e.s@wanadoo.fr

REPENSER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE RÉGIONAL

Sous l'intitulé sans doute un peu ironique « *Faut-il encore aménager le territoire ?* », la Région Rhône-Alpes a tenu, mercredi 13 novembre 2013, une sorte de séance inaugurale d'une série de rencontres au cours desquelles il sera question de jeter les bases d'une politique d'aménagement adaptée à la « *nouvelle France qui se dessine* » dans un monde qui change. Le rappel par **Jean-Jack QUEYRANNE** de ce que, « *par un acte volontaire de la puissance publique* », la région doit tout mettre en œuvre « *pour raccrocher les wagons et les territoires* » suffit à rassurer ceux qui ont besoin de l'être sur le fait que la majorité régionale ne s'est pas brusquement convertie au libéralisme...

Faire intervenir **Christophe GUILLUY**, « *l'inventeur* » de la nouvelle géographie sociale et des « *fractures territoriales* », puis **Pascal OGER**, directeur régional de l'Insee, devait permettre de dresser un état des lieux des évolutions et bouleversements économiques, sociaux et démographiques à l'œuvre en Rhône-Alpes. La métaphore de la locomotive proposée par **Béatrice GIBLIN** a fait florès, Béatrice GIBLIN qui, d'un point de vue de géopolitologue, trouvait beaucoup d'intérêt à la complexification des jeux politiques « *qui ont pour objet de prendre ou de conserver le pouvoir dans des territoires ou sur la population qui s'y trouve* » (voir ci-dessous). L'idée que « *la locomotive lyonnaise (puisse être) suffisamment puissante pour entraîner l'ensemble des wagons de la région* », reformulée par Jean-Jack QUEYRANNE pour rappeler le rôle-clé de la région était encore précisée par l'élu EELV **Jean-Charles KOHLHAAS** pour qui « *chaque territoire doit être un automoteur (et) n'a pas vocation à être raccroché au TGV métropolitain* ». La question de la métropole lyonnaise, en arrière-fond du débat, a provoqué une vive polémique sur l'utilisation du discours de la fracture par les contempteurs de la métropolisation qui, pour **Alain FAURE**, détourne de l'urgence qu'il y a à concevoir les politiques qu'appelle « *l'entrée de la France en systèmes* ». Nous avons donc demandé aux deux principaux protagonistes de cette discussion de bien vouloir préciser leurs points de vue respectifs (voir ci-après pp. 3-4)

RHÔNE-ALPES À L'ÉPREUVE DE LA MÉTROPOLE

Dans un entretien-vidéo réalisé en marge de la journée de réflexion de la Région sur son rôle en matière d'aménagement et diffusé sur le blog des élus socialistes, écologistes et apparentés du conseil régional Rhône-Alpes (1) Béatrice GIBLIN devait apporter quelques précisions sur les effets de l'éruption métropolitaine lyonnaise sur le territoire rhônalpin. Pour la géographe, la question de fond, qui est de savoir « *comment être rhônalpins ensemble ?* », ne peut qu'être fortement affectée par cet « *événement nouveau extrêmement important qui est la constitution d'une métropole lyonnaise (marquée par) un acte tout à fait fort et inédit (qui l'amène à se demander) comment la population urbaine, l'ensemble urbain du département du Rhône avec ses compétences, basculent sous le contrôle de l'agglomération lyonnaise qui devient donc une métropole lyonnaise associée à quelques satellites (dont Saint-Etienne et qui, à terme) pourront aussi se fondre dans la métropole lyonnaise* ». Et la directrice de la revue *Hérodote* d'insister sur le fait que cela « *va donner un pôle de deux millions d'habitants (et) un budget (évalué) à trois milliards cinq cent millions d'euros (soit) un milliard de plus que (le budget 2013) du conseil régional* » et que cet état de fait « *change le rapport de force interne à la région* ».

Recréer un « *nouvel équilibre de pouvoirs entre la métropole lyonnaise et le conseil régional* » supposerait alors soit que l'Etat donne à la Région des compétences nouvelles et de nouveaux moyens soit que la région soit renforcée « *par le bas (c'est-à-dire par) les départements qui (feraient) confiance à la région et qui lui (laisseraient) une marge de manœuvre plus grande* ».

(1) <http://www.psrhonealpes.fr/faut-il-encore-amenager-le-territoire>

LES SEPT INTERVENANTS CONVIÉS AU DÉBAT

■ **Daniel BEHAR**, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris, maître de conférence à l'École des Ponts ParisTech et directeur de la coopérative ACADIE.

■ **Eric DELZANT**, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale [DATAR] et chargé de la préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires.

■ **Alain FAURE**, chercheur en science politique au CNRS et co-directeur du laboratoire de recherche PACTE [Politiques publiques, ACTION politique, Territoires] UMR du CNRS et de l'Université de Grenoble [IEP de Grenoble]. Publications récentes : *Grenoble, métropole expérimentale ? in Réinventer la ville. Regards croisés sur Grenoble* PUG (2013) ; avec Emmanuel NEGRIER *Métropole/région : une gouvernance sédimentée et incarnée* Pouvoirs Locaux, pp. 56-60 (avril 2013)

■ **Béatrice GIBLIN**, géographe, professeur à l'Institut Français de Géopolitique, directrice de la revue *Hérodote*. Ouvrages récents : avec Frédéric DOUZET *Des frontières indépassables ?* Colin (2013) ; *Géographie des conflits*, La Documentation française (2012) ; *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Fayard (2005)

■ **Frédéric GILLI**, économiste et géographe, chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po et co-fondateur de *Métropolitiques.eu*

■ **Christophe GUILLUY**, géographe et consultant auprès de collectivités locales et d'organismes publics. Auteur de *Fractures françaises* François Bourin éditeur (2010) et, avec Christophe NOYÉ de l'Atlas des nouvelles fractures sociales Editions Autrement (2004)

■ **Pascal OGER**, directeur régional Rhône-Alpes de l'Insee. Diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI) et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.

Entretien avec

Alain FAUREPolitiste, CNRS-PACTE
IEP de Grenoble

L'idée que la mise en œuvre des mécanismes de solidarité traditionnels pour remédier aux « fractures territoriales » pourrait aujourd'hui être remise en cause au profit de « réflexes concurrentiels » semble avoir été à l'origine de la journée organisée la semaine dernière par la Région Rhône-Alpes sur son rôle en matière d'aménagement du territoire. N'y avait-il pas dans le filigrane de ce débat une sensibilité métropolophobe un peu exacerbée ?

→ En fait, à peine le mot « métropole » est-il prononcé qu'immédiatement les gens pensent à Lyon. Pour moi, Lyon est un cas de métropole. Dans le cas de Grenoble, le développement économique peut parfois se faire à 80 km du centre et c'est complètement la métropole. La métropolisation produit une répartition sur le territoire extrêmement fragmentée. Pour penser cette complexité, le seul niveau cohérent pour les politiques publiques, c'est de monter au moins au niveau métropolitain, donc au niveau régional pour voir le problème, pour le diagnostiquer en surplomb et pour après pouvoir éventuellement aller faire un travail chirurgical et intervenir à l'échelon des quartiers, de la commune, de l'intercommunalité... Mais il me semble que si l'on ne formule pas le diagnostic d'abord avec un peu de recul, on risque de se tromper et l'approche de **Christophe GUILLUY** ne me paraît pas de nature à faciliter la réflexion sur ce sujet parce qu'il essaie de nous montrer une France en souffrance en expliquant de façon très schématique que c'est la France qui est en dehors des métropoles, qu'elle correspond sociologiquement à un type de classes sociales, à un type de comportements etc. Or toutes les études que l'on mène depuis vingt ans montrent que ce n'est pas du tout aussi simple et que l'on trouve des populations en souffrance aussi bien en centre ville que dans la première et la deuxième périphérie et que dans le rural lointain. Et si l'on prend les chiffres Insee - ce que **Pascal OGER** a bien montré - la pauvreté, en Rhône-Alpes, n'est pas où il le dit ; elle est en extrême proximité de la ville voire dans la ville elle-même.

Christophe GUILLUY prend tout de même en compte cette présence de populations précaires dans la ville et à sa proximité, sauf qu'il ne s'agit plus de membres des classes populaires traditionnelles lesquelles seraient tendanciellement remplacées par une population immigrée qui d'ailleurs partage avec les « bobos » les mêmes valeurs de mobilité...

→ Cette idée consistant à dire, en gros, les métropoles, c'est la réussite économique, les bobos et les immigrés m'inquiète parce que, derrière, affleure cette autre idée que l'un des problèmes du mal-être actuel tiendrait à ce qu'il y a trop d'immigrés. Cela me terrifie de voir que tous les élus marqués très à droite sont enchantés par les thèses de GUILLUY. Ce qui m'inquiète, c'est le risque que l'on en vienne à diaboliser le pouvoir métropolitain, le pouvoir politique métropolitain. Ce discours me met très mal à l'aise quand on sait comment, historiquement, la région a construit sa réflexion sur l'assemblage des territoires, leur vie ensemble. Elle ne doit en aucun cas alimenter ce courant territoires ruraux et périurbains contre la métropole parce que cela ne correspond pas du tout à ce qu'elle a toujours fait et que cela ne correspond pas du tout à l'identité de Rhône-Alpes qui n'est en rien une région ultra-dominée par un centre arrogant et qui souffrirait aux alentours ; nous avons ici une mosaïque beaucoup plus équilibrée, avec des centres de gravité qui fonctionnent très bien que ce soit du côté de Genève ou du côté de Grenoble. Si l'on veut repenser une nouvelle politique régionale d'aménagement, je crois qu'il faut partir de cette base et mettre de côté provisoirement cette mauvaise querelle.

La région pour vous serait le bon niveau pour appréhender les effets de la métropolisation ?

→ La région ... Rhône-Alpes ! Il y a des régions extrêmement rurales ou mal découpées qui ne fonctionnent pas ; curieusement Rhône-Alpes, qui est sans doute la région la moins historique et dont le découpage peut apparaître comme le plus curieux, est relativement équilibrée et harmonieuse en termes de mobilité, de développement, de diversité. Rhône-Alpes est une région à très bonne taille pour penser la question métropolitaine. Pour moi, les personnes qui vivent au fin fond de l'Ardèche ont un mode de vie métropolitain ; il y a plusieurs modernités dans la métropole et se trouver

dans un espace hyper-rural, pas loin des grands centres de ville, c'est aussi une façon d'être métropolitaine, c'est une forme de modernité. Le surlendemain de la journée organisée par le conseil régional, j'intervenais dans une autre région et je me disais qu'il était quand même extraordinaire que ce soit Rhône-Alpes qui construise un discours du mal-être alors qu'elle est l'une des régions françaises qui se porte le mieux à l'heure actuelle. Ailleurs, ce n'est pas forcément la Région le centre de gravité : la plupart du temps, c'est plutôt l'aire métropolitaine. Il se trouve qu'ici l'échelon régional fonctionne bien comme grande aire métropolitaine.

Ce serait donc à la Région de construire un « récit » pour entraîner les différents acteurs sur ce territoire métropolisé ?

→ Il est important de rappeler que, depuis la fin des années quatre-vingt, la Région a favorisé la construction de récits territoriaux avec ses contrats de développement. Il y a eu une vraie production, beaucoup d'innovation pour définir des centres de gravité territoriaux - pas départementaux - et ce mouvement a produit en même temps de nouvelles élites territoriales. C'est l'héritage MILLON - il faut le reconnaître - héritage accepté et prolongé par **Anne-Marie COMPARINI** et par **Jean-Jack QUEYRANNE**. L'administration régionale a été très constante dans sa volonté de développer cette dynamique et il me semble qu'aujourd'hui on arrive un peu à un croisement ou soit l'on continue à renforcer ce discours identitaire par petites grappes soit on essaie de faire surtout de l'articulation et de proposer un discours qui montre que ces grappes sont liées les unes aux autres. La tendance en période de crise conduit plutôt à parler de façon défensive, ce qui peut expliquer la diabolisation de la métropole lyonnaise mais également, dans tous les départements, l'apparition de discours très agressifs contre les micro-territoires. Il me semble que le récit régional c'est précisément de passer cette étape, de prendre ce virage en disant qu'il y a des récits territoriaux qui fonctionnent et qu'il faut désormais s'attacher à montrer comment s'articulent ces territoires même si les intercommunalités sont encore dans une phase où elles ont plutôt tendance à vouloir conforter leurs différences plutôt que leurs points communs avec leurs voisins

■ **Propos recueillis par Bernard LACHAISE**

Entretien avec Christophe GUILLUY

Géographe, auteur
de « *Fractures françaises* »

N'êtes-vous pas un peu dans la position du découvreur d'un filon - la nouvelle géographie sociale des territoires sous l'effet de la métropolisation - qui vous a fait rejoindre, d'une certaine façon, la caste des prescripteurs d'opinions à la majorité desquels vous semblez reprocher d'être en partie responsables de l'invisibilité des classes populaires ? Et, le succès de vos thèses ne vous fait-il pas courir le risque de les voir récupérées au service de forces politiques qui peuvent les solliciter au-delà du simple constat de la réalité et s'en servir pour dénoncer un phénomène qu'il vaudrait peut-être mieux essayer d'accompagner plutôt que de tenter de le contenir ?

→ Le mot « filon » me fait un peu tiquer même si je vois ce à quoi vous faites allusion. Mon activité est d'abord une activité de consultant notamment en matière de logement social et cela m'amène à être presque tous les jours sur le terrain ; je ne suis donc pas un intellectuel et ne me vis pas comme tel. En revanche, j'ai toujours lu ce que les universitaires ont produit sur la ville et, à un moment donné, il m'est apparu qu'il y avait une sorte de décalage entre ce que j'observais, entre ce que les élus et les entrepreneurs en local disaient et ce que je lisais dans les rapports officiels et dans la littérature universitaire. C'est un peu comme ça que, petit à petit, j'ai été amené à travailler sur ces sujets avec d'autres collègues, à faire des atlas et à publier, notamment avec **Christophe NOYÉ**, lui aussi géographe indépendant et avec qui nous avons essayé sans succès de faire financer des recherches en particulier sur la nouvelle géographie sociale. De ce point de vue-là, parler de filon ne me semble pas très approprié. D'un autre côté, si je n'ai eu aucun mal à faire partager mon diagnostic à des élus y compris au sommet de l'Etat, si je n'ai de problèmes ni en haut ni en bas, j'en rencontre un dans la techno-structure universitaire où il m'arrive d'être accusé « d'être partout » et de faire le jeu de tel ou tel ou des adversaires de la métropolisation. C'est vrai que je

réponds à des interviews mais ce n'est pas parce que je l'ai cherché. Je fais même très attention parce que ce peut être compliqué après d'avoir des missions... Sur le risque d'instrumentalisation, pour moi un chercheur doit rester froid par rapport à la réalité ; évidemment le risque d'être récupéré existe, et c'est évident aussi qu'une certaine droite et qu'une certaine gauche se retrouveront beaucoup plus à l'aise avec ce que je décris que le reste de l'échiquier politique. Je ne peux pas dire le contraire, c'est vrai. Après, on peut faire des discours très équilibrés, essayer de creuser, d'amener des idées, quand en face on a envie d'entendre autre chose, il est très difficile qu'il en aille autrement. Enfin, pour aller sur le front de la métropolisation, je suis très loin d'être en désaccord avec des auteurs comme **Laurent DAVEZIES** ou comme **Pierre VELTZ** qui pensent très concrètement le phénomène de métropolisation et avec lesquels nous sommes très largement d'accord sur le diagnostic. Ils sont aussi capables d'entendre calmement et dans la bonne humeur ce qui se passe dans les autres territoires et comment ça fonctionne.

Rhône-Alpes ne constitue-t-elle pas un cas un peu particulier au regard de votre démonstration, le directeur régional de l'Insee, Pascal Oger, lors de la rencontre organisée mercredi dernier par le Conseil régional, plutôt que de parler de fractures, préférant insister sur la cohérence globale d'une région peut-être un peu plus avancée que d'autres en termes d'adaptation au monde qui vient ?

→ Le cas de la région Rhône-Alpes est particulier parce que c'est une région riche, voire très riche, qui fonctionne avec des micro-territoires en dehors des métropoles selon une logique qui n'est pas celle qui est à l'œuvre dans le Nord ou dans l'Est. Mais il y a quand même malgré tout à penser les territoires de cette France que j'appelle périphérique indépendamment de la grande métropole. Cela ne veut pas dire en opposition, mais il y a une complémentarité à trouver.

Le rapport à votre sujet de départ - la place des catégories populaires dans une société soumise aux transformations provoquées par la mondialisation - ne vous amène-t-il pas à vouloir faire des propositions pour corriger ce qui apparaît com-

me une très profonde injustice ? Quel type de mesures pourriez-vous être amenés à préconiser ? Où se situent, selon vous, les bons leviers : est-ce l'Etat, la Région, des coopérations métropolitaines, ou d'autres encore ?

→ Je maintiens que, dans l'histoire sociale du pays, c'est quand même la première fois que les catégories les plus modestes ne sont pas intégrées au projet économique global. Pour beaucoup de gens, il est possible de faire vivre les autres territoires par des politiques de redistribution, de péréquation. Mais cela n'offre pas la dignité aux gens. Ce que veulent les gens, c'est un travail ; ce n'est pas de recevoir des revenus sociaux directs ou indirects et c'est pour ça qu'il importe de travailler à la question du maillage économique et social de ces autres territoires. Cela n'interdit évidemment pas de dynamiser et de renforcer économiquement les grandes métropoles. Il y a, à différentes échelles, des dynamiques à prendre en compte sans opposer les territoires les uns avec les autres. Ce qui est important c'est d'ouvrir les champs du possible et cela en passe aussi par un maillage éducatif, par de la formation pour les jeunes, par une décentralisation de l'enseignement supérieur. Tout n'est pas « plombé » même si la situation est assez dramatique. Il faut faire confiance aux gens. Y compris dans les zones rurales il y a des jeunes qui aujourd'hui restent sur place ; il y a de la matière grise. Je ne crois pas du tout à l'anomie, à l'effondrement mais nous devons quand même réfléchir à cette organisation de l'espace autour des métropoles parce que, là, le problème n'est même plus économique, il est plus politique et culturel : il faut un contrepois. Il faut des métropoles fortes mais il faut aussi que les autres territoires soient forts. Et pour le moment je dirai que l'acquisition de la visibilité politique des territoires de cette France périphérique à l'écart est en question, qu'elle est en débat. On voit bien qui va diriger les grandes métropoles, ce sont les cadors de la politique française. Il y aura une survisibilité politique de ces territoires très puissants économiquement. Les représentants de la France périphérique doivent pouvoir mettre en avant leurs spécificités, leurs intérêts propres et l'on doit pouvoir en débattre calmement sans s'énervier.

■ **Propos recueillis
par Bernard LACHAISE**

MARS 2014 : RETOUR SUR UNE VAGUE BLEUE EN RHÔNE-ALPES ?

Nous nous interrogeons en juin dernier (n°1092-1093 du 07/06) sur la perspective de deux vagues bleues en Rhône-Alpes, l'une à l'occasion des municipales de mars 2014 et l'autre lors des régionales de mars 2015 avec, entre les deux, les européennes de juin 2014 et les sénatoriales de septembre de la même année qui ne devraient pas être non plus très favorables à la gauche. Mais chaque chose en son temps, les stratèges socialistes rhônalpins sont pour le moment avant tout soucieux de l'issue des prochaines municipales. A la conquête de Lyon en mars 2001, confirmée et amplifiée en mars 2008, étaient venues s'ajouter il y a six ans les conquêtes ou reconquêtes de Saint-Etienne, de Valence, de Bourg-en-Bresse, de Saint-Chamond, d'Annonay, de Roanne, de Valence, de Saint-Fons ou encore d'Albertville. Une vraie vague rose municipale qui tranchait avec une progression beaucoup plus modeste de la gauche sur l'ensemble de la France.

Pour mars prochain les craintes socialistes ne portent pas prioritairement voire pas du tout sur la ville de Lyon sauf dans le cas d'un raz-de-marée bleu national balayant la gauche municipale au profit de l'UMP et secondairement de l'UDI. La grande question est de savoir si la cote personnelle des maires sortants et de leurs équipes ainsi que leurs implantations locales suffiront à contrebalancer des vents nationaux qui s'annoncent défavorables ou très défavorables. Dans le scénario d'une forte poussée UMP/UDI plus ou moins contrariée par les scores des listes FN, pourraient basculer à droite et au centre droit plusieurs villes de plus de 30 000 habitants comme celles de Valence, de Saint-Etienne, de Saint-Chamond ou encore de Roanne. Dans celui d'une vague bleue de plus grande ampleur (toujours non contrariée par le vote FN) pourraient alors basculer les villes de Bourg-en-Bresse voire de Chambéry. Comme nous l'avions déjà indiqué ces derniers mois certaines communautés d'agglomérations pourraient conséquemment elles aussi basculer à droite comme par exemple Valence-Agglomération, Saint-Etienne Métropole, Porte-de-l'Isère ou Bourg-en-Bresse agglomération.

SAINT-ETIENNE DANS LE COLLIMATEUR DE L'UMP ET DE L'UDI

■ L'UNION RETOUEE A DROITE ET AU CENTRE DROIT

Parmi ces villes et agglomérations ciblées par la droite et le centre droit on retrouve au tout premier plan Saint-Etienne et sa communauté d'agglomération qui ont basculé à gauche en 2008 au profit du socialiste **Maurice VINCENT**. Ce dernier sait depuis quelques jours qu'il devra cette fois-ci faire face à une liste d'union UMP/UDI. Après de nombreux mois de négociations en tous genres au sein même de l'UMP et au sein de l'UDI mais aussi entre l'UMP et l'UDI, ces formations se sont finalement entendues pour se donner comme tête de liste l'actuel président du groupe municipal « Ensemble pour Saint-Etienne », l'UMP **Gaël PERDRIAU**. Ce jeune quadra (41 ans), déjà en campagne depuis la rentrée de septembre conduira donc la « liste de reconquête », fort d'une union effectivement retrouvée qui s'avère ainsi objectivement très menaçante pour la municipalité sortante de gauche.

Cet accord et cette désignation de Gaël PERDRIAU mettent fin au tandem UDI constitué au début de l'automne avec, comme tête de liste pour les municipales, **Georges ZIEGLER**, premier vice-président du conseil général et, comme présidentiable pour Saint-Etienne-Métropole, l'ex-député UDF/MoDem **Gilles ARTIGUES**. D'une certaine manière c'est ce dernier qui, au sein de l'UDI, est le grand gagnant de l'accord avec l'UMP dans la mesure où il sera le numéro 2 (et 3ème de liste) et futur premier adjoint de Gaël PERDRIAU sachant par ailleurs qu'il n'avait jamais vraiment été convaincu sur le fond de la pertinence de sa pré-désignation comme toute très virtuelle comme candidat UDI pour la présidence de la communauté d'agglomération. De son côté Georges ZIEGLER, promis à un poste d'adjoint dit « de premier plan » est plus ou moins contraint de faire bonne figure contre mauvaise fortune et ce d'autant plus qu'une autre perspective électorale s'annonce pour lui sous de moins bons auspices que pour son collègue Gilles ARTIGUES. Il s'agit des élections départementales de mars 2015.

UN ALLER POLITIQUE SANS RETOUR POUR L'AIN

L'ex-adjoint DVD au maire du 3ème arrondissement de Lyon (2001-2008) **Bernard REY** est devenu en 2009 le collaborateur parlementaire du député européen néo centriste **Damien ABAD**, élu conseiller régional dans la section départementale de l'Ain en 2010 puis député de la 5ème circonscription en juin 2012 mais en rejoignant alors l'UMP. De son côté Bernard REY continuait d'être à ses côtés tout en étant délégué départemental de la fédération du Nouveau centre de l'Ain. Une fonction qu'il a abandonnée il y a plusieurs mois au profit de **Roland BERNIGAUD**. Un passage de témoin effectué dans la perspective de son repositionnement sur Lyon à l'occasion des municipales de 2014. Mais les choses ont évolué différemment de ce qui était prévu et Bernard REY sera finalement candidat tête de liste dans la commune de Saint-Bernard où le maire sortant **Bruno BALAY** ne se représente pas. Cette petite commune du canton de Trévoux a longtemps eu pour maire (de 1977 à 2001) **François PAOUR** qui fut longtemps le président de l'association nationale des maires ruraux de France.

SEPTEMBRE 2014 : PREPARATIFS DES SENATORIALES DANS L'AIN

Nous avons évoqué en juillet dernier (PRAM n° 1094 et 1095) une possible candidature du député UMP **Michel VOISIN** aux sénatoriales de septembre 2014. Une perspective qui n'avait sûrement pas été du goût de la sénatrice radicale valoisienne **Sylvie GOY-CHAVENT**, maire de Cerdon. Cette dernière s'est récemment positionnée comme future tête de liste sénatoriale de la droite républicaine à l'occasion d'une conférence de presse de l'UDI à laquelle participait **Thierry CORNILLET**, secrétaire national de l'UDI et président régional du parti radical. Interrogée sur l'hypothèse d'autres candidatures elle a tenu à souligner qu'elle serait « *quoi qu'il en soit, tête de ma liste* ». Ce sera donc une liste UDI-UMP ou une liste indépendante mais hors de question d'être numéro 2.

SAINT-ETIENNE DANS LE COLLIMATEUR DE L'UMP ET DE L'UDI (suite)

■ L'UNION RETOUEE A DROITE ET AU CENTRE DROIT (suite)

Conseiller sortant du canton de Saint-Etienne-Sud-Est II, **Georges ZIEGLER** devra effectivement se présenter dans un nouveau « super canton » élargi, le quartier de la Cotonne et l'actuel canton de La Ricamarie s'ajoutant à son territoire cantonal. De son côté **Gilles ARTIGUES** est bien mieux loti, son canton de Saint-Etienne Nord Est II s'élargissant plus favorablement en étant regroupé avec celui de Saint-Etienne Nord Ouest I (Villars) dont le sortant DVD **Paul CELLE** ne devrait pas se représenter. D'autres élus ou prétendants considéreront certainement que l'accord unioniste et ses différentes conséquences leurs sont défavorables mais, dans leur immense majorité, les personnalités et composantes de l'UMP et de l'UDI s'en réjouissent et joueront le jeu. Un jeu qui reste cependant encore un peu ouvert sur le plan électoral.

■ SAINT-ETIENNE : UN JEU ELECTORAL ENCORE UN PEU OUVERT ?

□ *Les scrutins municipaux 1995-2001-2008.* Aux élections municipales de juin 1995 la liste de l'UDF et du radical valoisien **Michel THIOLLIERE** l'emportait en triangulaire de second tour avec 43,84% des suffrages contre 41,85% pour la liste du socialiste **Gérard LINDEPERG** et 14,30% pour celle du FN **Gérard TOURNAIRE** qui avait obtenu 19,57% au premier tour à l'occasion duquel l'ensemble gauche/extrême gauche représentait 42,25%. En mars 2001 le maire sortant était réélu dans le cadre d'une nouvelle triangulaire de second tour avec 44,95% contre 42,80% pour la liste LINDEPERG et 12,24% pour la liste FN conduite par **Charles PERROT** (17,41% au 1er tour). L'ensemble des candidats de gauche n'obtenait que 39,55% à ce même 1er tour. En mars 2008 cet ensemble remonte à 41,91% au 1er tour et la liste du socialiste **Maurice VINCENT** l'emporte en triangulaire de second tour avec 46,11%. Mais cette triangulaire ne met plus en scène un candidat FN mais le sortant Michel THIOLLIERE (41,63%) et un dissident de sa majorité, l'UDF-Modem **Gilles ARTIGUES** (12,27%). Lors de ce scrutin de 2008 le FN était absent et la liste des Verts, avec 4,30%, ne dépassait pas la barre fatidique des 5% au 1er tour.

□ *Les scrutins intermédiaires.* Lors des trois derniers scrutins municipaux la gauche représentait donc en moyenne 41,23% des suffrages au 1er tour et la liste de gauche 43,60%. Depuis les différents rendez-vous électoraux locaux et régionaux ou nationaux se sont plutôt révélés rassurants pour la municipalité VINCENT. Aux régionales de mars 2010 la liste QUEYRANNE obtenait 53,92% en triangulaire Gauche/UMP-Centre/FN. Aux cantonales de mars 2011, les candidats PS obtenaient en moyenne sur les 4 cantons renouvelables 60,45% des suffrages en duel de second tour (2 avec l'UMP et 2 avec le FN). A la présidentielle de 2012 le vote HOLLANDE atteignait 58,33% des suffrages contre 51,56% pour le vote ROYAL en 2007. Aux législatives de juin suivant les deux députés sortants PS étaient largement réélus avec en moyenne 59,52% des suffrages. De quoi rendre le PS optimiste dans la perspective des municipales. Mais les vents tourmentés remettent tout en question dans le contexte stéphanois d'une ville qui souffre beaucoup plus que les autres grandes villes rhônalpines. Beaucoup prédisent un effondrement de la gauche et ce d'autant plus que l'union UMP-UDI vient d'être scellée. Il n'y aura pas de scénario version mars 2008. Il reste à savoir si l'on s'achemine ou non vers une scénario façon 1995 avec un FN pouvant peut-être même faire encore plus fort et dépasser les 20%.

□ *L'inconnue du vote FN.* En 2010, la liste GOLLNISCH obtenait 16,94% au second tour des régionales. Dans les quatre cantons renouvelables de 2011 le score moyen des candidats FN au 1er tour était de 21,57%, deux d'entre eux se maintenant au second tour (près de 35% face au PS). A la présidentielle Marine LE PEN obtenait 17,65% et aux législatives les deux candidats FN représentaient en moyenne 18,71 % des suffrages. Qu'en sera-t-il en mars 2014 ?

SEPTEMBRE 2014 : PRÉPARATIFS DES SÉNATORIALES DROMOISES

A l'occasion des élections sénatoriales de septembre 2008 la Drôme, qui ne comptait auparavant que deux sénateurs (deux socialistes) avait désormais trois sièges à pourvoir. Les trois vont alors revenir au PS, le premier dès le premier tour au profit du président du conseil général **Didier GUILLAUME** et les deux autres aux deux sortants PS ainsi réélus, **Jean BESSON** et le maire de Bourg-lès-Valence **Bernard PIRAS** au second tour. Le candidat divers droite **Gilbert BOUCHET** arrivait quant à lui en troisième position avec 459 voix contre 675 ou 682 pour les deux socialistes.

L'année prochaine Jean BESSON et Bernard PIRAS ne devraient pas se représenter. En revanche il ne fait aucun doute que **Didier GUILLAUME**, actuel premier vice-président du Sénat sera à nouveau candidat. Il reste à désigner les prétendants à la succession des deux autres sortants mais le scrutin de septembre 2014 s'annonce moins favorable pour la gauche que celui de 2008. En fait le maire et conseiller général de Tain-l'Hermitage **Gilbert BOUCHET** devrait à nouveau concourir cette fois-ci sous les couleurs de l'UMP. Cet ex-UDF peut espérer rassembler largement sur son nom et conquérir l'un des trois fauteuils de sénateurs drômois. Un autre candidat (UDI par exemple ?) viendra-t-il perturber le jeu ? A gauche où l'on espère bien sauver un deuxième siège se pose notamment la question de savoir si EELV présentera un candidat comme les Verts l'avaient fait en 2008 avec **Jean-David ABEL** ou si les écologistes trouveront un terrain d'entente avec le PS.

UMP : OBJECTIF VALENCE

A Valence le conseiller général et tête de liste UMP pour les municipales **Nicolas DARAGON** organise le 5 décembre une réunion autour de Bruno LE MAIRE à laquelle seront présents les députés et (ex-?) frères ennemis **Patrick LABAUNE**, ancien maire de Valence, secrétaire départemental et **Hervé MARITON**, maire de Crest, président départemental de l'UMP.

PIERRELATTE : VERS UNE NOUVELLE ÈRE MOUTON ?

■ *Une ville très ancrée à droite.* Une chose est sûre : la gauche ne l'emportera pas à Pierrelatte en mars 2014. Dans cette petite ville (13 000 habitants) du sud de la Drôme celle-ci pèse fort peu sur le plan électoral (même si ses scores municipaux sont allés croissants depuis 1995) sachant que les trois derniers scrutins municipaux se sont joués dès le premier tour. En juin 1995 elle obtenait, avec une tête de liste PCF, 19,93% des suffrages puis elle montait, avec **Jean-Pierre VIALARD** tête de liste socialiste à 29,15% en mars 2001 et à 35,12% en mars 2008. En 1995, l'UDF **Jean MOUTON**, président du conseil général de la Drôme l'emportait avec 50,40% des suffrages puis avec 70,85% en 2001 (avec il est vrai une seule liste adverse). A la présidentielle de 2012 **Nicolas SARKOZY** a obtenu au second tour 57,67% des suffrages. Autant dire que la ville reste bien ancrée à droite mais avec un FN qui atteint des scores tout particulièrement élevés.

■ *Un FN puissant en embuscade.* Aux municipales de 1995 la liste FN arrivait en seconde position avec 25,66% des suffrages mais le parti frontiste ne sera pas en mesure de participer aux élections municipales de 2001 et 2008. Aux régionales de 2010 la liste GOLLNISCH oscillait autour de 21%. Aux cantonales 2011 la candidate FN atteignait 27,65% et se qualifiait pour le duel de second tour l'opposant à **Marie-Pierre MOUTON** alors réélue avec 65,73%. A noter qu'au premier tour de la présidentielle **Marine LE PEN** a devancé **Nicolas SARKOZY** (29,43% contre 27,21%) tout comme dans la ville voisine de Donzère (30,61% contre 23,06%), si près par ailleurs des terres vaclusiennes ou gardoises encore plus favorables au vote marino-lepeniste. Aux législatives suivantes le candidat FN **Alain CSIKEL** recueillait 28,16% des suffrages. Il est donc certain que la liste frontiste conduite l'année prochaine par **Philippe ANDRÉ-REY** (*) jouera un rôle déterminant d'autant plus que la gauche est à la peine pour constituer une liste et que la droite et le centre droit abordent cette élection sur fond de division.

■ *Suite de la saga MOUTON ?* Un centriste en terre de droite. De 1971 à 2002 la ville de Pierrelatte a été dirigée par l'UDF **Jean MOUTON**, député de 1986 à 1988, conseiller général du canton de Pierrelatte de 1973 à 2004 et président du conseil général de 1992 à 2001 puis de 2002 à 2004. En 2002, c'est l'un de ses proches qui lui succède en mairie, **Yves Le BELLEC** (UMP) réélu en mars 2008. Lors de son premier mandat il aura durant deux ans pour 9ème adjointe Marie-Pierre MOUTON à qui sont confiées des délégations stratégiques (finances, économie et communication). Mais elle quitte le conseil municipal en 2004 suite à sa double élection comme conseillère régionale et comme conseillère générale du canton de Pierrelatte où elle succède à son père. Les relations entre Yves LE BELLEC et la famille MOUTON vont progressivement se dégrader pour déboucher sur la division actuelle et l'affrontement municipal à venir entre deux listes. La première est soutenue par Yves LE BELLEC, qui ne se représente pas, et devrait être conduite par le tandem **Isabelle MENESPLIER-Christian TETART**, tous les deux ex collaborateurs administratifs ou de cabinet du maire sortant (Isabelle MENESPLIER ayant été directrice générale des services). La seconde sera conduite par Marie-Pierre MOUTON qui fait son retour sur la scène municipale et entend bien reprendre le flambeau familial en refermant la parenthèse des années 2002-2013. Cette quadragénaire, chef de cabinet à la présidence du conseil général de 1995 à 2003, va concourir sous les couleurs de l'UDI (elle a présidé la fédération départementale du parti radical valoisien) en espérant devancer nettement la liste MENESPLIER-TETART en vue de négocier dans les meilleures conditions possibles un accord de second tour, une triangulaire avec la liste FN pouvant se révéler désastreuse. Bientôt une centriste en terre de droite ?

(*) A Pierrelatte il avait été initialement question d'une candidature tête de liste de **Julien ROCHEDY**, responsable national du FN Jeunesse et figure emblématique et starisée du renouvellement façon **Marine LE PEN**. Il conduira finalement la liste FN à Montélimar face à un autre radical valoisien, le député et maire sortant **Franck REYNIER**, président départemental de l'UDI.

UMP : OBJECTIF VALENCE (suite)

Une ambiance valentinoise unioniste tout juste troublée par la démission de l'UDI drômoise de quelques centristes et radicaux valentinois qui refusent de se ranger derrière **Nicolas DARAGON**. Parmi eux on retrouve le conseiller municipal d'opposition **Noubar KECHICHIAN** qui depuis de nombreux mois envisage de présenter sa propre liste et reproche au président départemental de l'UDI **Franck REYNIER** de ne pas avoir soutenu sa démarche en refusant sa désignation comme chef de file de l'UDI à Valence.

PERDRIAU & WAUQUIEZ

On savait que le conseiller municipal stéphanois **Gaël PERDRIAU** désormais tête de liste d'union UMP-UDI à Saint-Etienne pouvait compter sur le soutien de son voisin alti-ligérien le député maire du Puy-en-Velay **Laurent WAUQUIEZ**. Ce dernier, indépendamment de son mouvement de la « Droite sociale », vient de lancer un appel pour les municipales avec 20 autres candidats UMP. Parmi les co signataires de cet appel publié le 17 novembre dernier dans le *Journal Du Dimanche* on retrouve sans surprise **Gaël PERDRIAU** que l'ancien ministre considère tout à fait représentatif de la « nouvelle génération » espérée et promue par les auteurs de l'appel.

RÉGIONALES : YVES NICOLIN ET MICHEL BARNIER

Nous évoquions dans notre numéro 1106 les possibles têtes de liste UMP pour les régionales de 2015. Le député de la Loire et ancien maire de Roanne **Yves NICOLIN** que nous citons parmi les possibles chefs de file régionaux de l'UMP affirme n'avoir aucune ambition régionale et n'envisage nullement de se présenter en mars 2015. En revanche le nom du commissaire européen **Michel BARNIER** qui devait être en visite dans le nord de la Loire et le Roannais vendredi 22 (visite finalement reportée pour cause d'intempérie) continue bel et bien d'être avancé avec insistance tant pour les européennes de 2014 que les régionales de 2015.

VERS UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE MUNICIPALE ROMANAISE ?

Pierrelatte à droite et au sud de la Drôme et Romans-sur-Isère au nord et à gauche et ce depuis 1997. Cette ville qui compte aujourd'hui environ 33 500 habitants n'a connu ces 37 dernières années que des maires socialistes : **Georges FILLIOUD** (1977-1983), **Etienne-Jean LAPASSAT** (1983-1990), **Henri BERTHOLET** (1990-2012) et **Philippe DRESIN** ex-premier adjoint qui lui a donc succédé courant 2012. Lors des municipales de 2008 cette ville sortante socialiste était l'une des plus menacée de conquête par la droite, l'immense majorité des acteurs et observateurs de la vie politique drômoise étant convaincu de l'échec de la liste BERTHOLET. Il n'en a finalement rien été puisque le maire PS a alors été réélu - il est vrai d'extrême justesse - à l'issue d'une quadrangulaire de second tour (PS/UMP/MoDem/FN) en l'emportant avec 42,07% des suffrages contre 41,58% pour la liste conduite par l'UMP **Marie-Hélène THORAVAL** soit seulement 61 voix d'écart.

La ville reste toujours potentiellement menacée d'une bascule à droite et au centre droit mais cette famille politique est profondément divisée. Deux listes vont effectivement s'affronter, celle conduite par l'ex-tête de liste et ex-députée Marie-Hélène THORAVAL et celle qui le sera par la candidate investie par l'UMP, l'ex-conseillère régionale **Gisèle TELMON** élue de Bourg-de-Péage depuis une trentaine d'années. Outre cet affrontement à droite il va falloir tenir compte des ambitions du Front national qui affiche la volonté de conquérir la ville de Romans-sur-Isère.

Déjà quatre fois candidat aux municipales romaines c'est une nouvelle fois **Bernard PINET** qui sera tête de liste, soutenu et épaulé par le président départemental du FN **Joël CHEVAL**. Certes la liste de **Bruno GOLLNISCH** n'avait obtenu que 16,51% aux régionales de 2010 et **Marine LE PEN** que 19,32% à la présidentielle de 2012 ou encore que 17,44% pour Joël CHEVAL aux législatives suivantes mais les espoirs frontistes et bleu marine n'en sont pas moins grands. A l'évidence Bernard PINET vise un score bien supérieur à 20% et semble de toutes les façons assuré de pouvoir participer au second tour. Nul doute par ailleurs qu'il caresse le projet de devancer les listes THORAVAL et TELMON.

NAISSANCE ANNONCÉE DE « VALENCE-ROMANS-SUD-RHÔNE-ALPES »

Les élections municipales valentinoises et romaines vont se dérouler dans le tout nouveau cadre d'une nouvelle communauté d'agglomération regroupant 51 communes pour près de 215 000 habitants contre 11 communes et 121 500 habitants pour l'actuelle communauté d'agglomération Valence Agglo Sud Rhône-Alpes présidée par le maire PS de Valence **Alain MAURICE**. Outre quelques communes de la communauté de communes Confluences Drôme-Ardèche et une commune isolée, seront intégrées dans la future agglomération la communauté de communes du canton de Bourg-de-Péage (environ 27 000 habitants) et la celle du Pays de Romans (environ 53 000 habitants). Autant dire que le paysage municipal et intercommunal de ce grand secteur de la Drôme va totalement changer. La mise en place de Valence-Romans-Sud-Rhône-Alpes créée donc un contexte tout à fait original pour le rendez-vous municipal de mars 2014, étant entendu qu'il est bien difficile de pouvoir dire quelles en seront les conséquences sur les 51 scrutins municipaux qui auront lieu dans ce nouveau périmètre.

DES ÉLUS PS RÉFORMISTES
CONTRE LE POPULISME

Le sénateur maire de Lyon **Gérard COLLOMB** continue d'être fréquemment cité dans la presse nationale à l'instar du *JDD* qui fin octobre mentionnait son nom parmi ceux des élus locaux qui pourraient faire leur entrée au gouvernement à l'issue d'un éventuel remaniement post-municipales. Le même *JDD* associé à l'IFOP (numéro du 3 novembre) l'incluait dans un sondage parmi les cinq personnalités socialistes susceptibles de pouvoir bénéficier d'un remaniement gouvernemental. Le président du Grand Lyon était certes celui qui recueillait le moins d'opinions favorables mais figurer dans un tel panel est déjà un signe de reconnaissance de tout premier plan. Auparavant notre édile lyonnais avait co-signé avec 9 autres parlementaires socialistes (dont le sénateur de la Drôme **Jean BESSON** et le député de l'Ardèche **Pascal TERRASSE**) une tribune dans le *Nouvel Observateur* titrée « *Contre le populisme, osons le réformisme* ». Pour nos réformistes « *La gauche a sans doute sous-estimé la gravité de la situation. L'opposition, malgré sa radicalisation, ne trouve pas non plus crédit aux yeux des Français. Désormais, chaque scrutin est l'occasion de constater que la menace populiste est bien réelle... C'est pourquoi la compétitivité de notre économie doit être la mère de toutes les batailles... Dans cette situation, la gauche progressiste à un rôle historique à jouer : réformer et rassembler, non seulement son camp, mais surtout les Français* ». Et d'ajouter que « *nous devons nous concentrer sur l'essentiel, rechercher le consensus le plus large possible et continuer d'avancer. Pour cela, il faut sortir des schémas des fausses confrontations et construire une nouvelle alliance des forces productives coopérant dans un dialogue social renouvelé* ».

PROSPECTIVE RHÔNE - ALPES - MÉDITERRANÉE - DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : **Daniel NAVROT** - courriel : daniel-navrot@wanadoo.fr □
RÉDACTEUR EN CHEF : **Bernard LACHAISE** - courriel : bernard-lachaise@wanadoo.fr □ SECRÉTARIAT : **Sourrya MARTEL** (T) 04.78.37.25.99
(F) 04.78.37.57.92 - courriel : i.r.e.s@wanadoo.fr □ LETTRE ÉDITÉE PAR I.R.E.S. (INFORMATION RECHERCHES ET ETUDES SOCIALES) 2 PLACE DE LA
BOURSE 69002 LYON - RCS : Lyon B 343 664 082 Gérant-Directeur de la publication Daniel NAVROT □ Imprimeur : OZA 33 rue Malesherbes
69006 Lyon □ Commission paritaire : 0715 I 86930 □ Dépôt légal : 4ème trimestre 2013 □ Abonnement un an (40 n°) - France : 340 € □
Abonnement 6 mois (20 n°) - France : 180 € □ Prix au numéro : 8,50 € □ REPRODUCTION INTERDITE

- Aménagement du territoire
- Politiques des territoires
- Territoires politiques
- Questions urbaines
- Processus de métropolisation
- Relations interrégionales
- Stratégies des acteurs politiques et économiques

“Systèmes urbains en Rhône-Alpes”, le n° 15 de Rhône-Alpes Méditerranée vient de paraître. Au sommaire :

☛ **Une étude de la DATAR met au jour le fonctionnement urbain de Rhône-Alpes :** une analyse en termes de systèmes urbains et ses représentations cartographiques : le système urbain national ; les liens transversaux entre aires urbaines en France ; les systèmes urbains locaux en Rhône-Alpes ; les systèmes interurbains régionaux ou interrégionaux ; les systèmes interurbains en Rhône-Alpes ; le système interurbain interrégional de Lyon-Grenoble ; le système urbain de proximité de Lyon.

☛ **L'analyse de l'INSEE sur le système métropolitain rhônalpin et les profils différenciés de Lyon et de Grenoble** Sept grands espaces économiques en France métropolitaine ; Rhône-Alpes, retour à un positionnement Centre-Est ; Les zones d'échanges préférentiels du point de vue des flux domicile-travail ; les migrations résidentielles et la mise en réseau de Lyon, Grenoble et Saint-Etienne ; ce que nous apprennent les migrations étudiantes...etc.

Rhône-Alpes-Méditerranée n°15

Achats au numéro

De 1 à 4 exemplaire(s)

Je commande exemplaire(s) x 20 € TTC Soit€ TTC (TVA 2,10 %)

5 exemplaires et plus

Je commande exemplaires x 16 € TTC Soit€ TTC (TVA 2,10 %)

Rhône-Alpes-Méditerranée

Tarifs d'abonnements

L'abonnement comprend 4 numéros par an et d'éventuels suppléments.

Abonnement 1 an (4 numéros) 80 € TTC (TVA 2,10 %)

Abonnement 2 ans (8 numéros) 148 € TTC (TVA 2,10 %)

Abonnement de soutien 1 an (4 numéros) 120 € TTC (TVA 2,10 %)

Abonnement de soutien 2 ans (8 numéros) 240 € TTC (TVA 2,10 %)

**RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL À L'ORDRE DE : I.R.E.S - 2 PLACE DE LA BOURSE - 69002 LYON
 VIREMENT OU MANDAT POUR COLLECTIVITÉS PUBLIQUES ET ADMINISTRATIONS**

RAISON SOCIALE

NOM PRÉNOM

FONCTION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE TÉLÉCOPIE

COURRIEL

CACHET ET SIGNATURE A LE